



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la Nouvelle-Aquitaine
sur le renouvellement d'autorisation avec extension d'une carrière
d'argiles d'environ 38 hectares sur la commune de Viennay (79)**

n°MRAe 2020APNA98

dossier P-2020-n°10055

Localisation du projet : Commune de Viennay
Maître d'ouvrage : Société Ciments Calcia
Avis émis à la demande de l'Autorité décisionnaire : Préfet des Deux-Sèvres
en date du : 31/08/2020
Dans le cadre de la procédure d'autorisation : Autorisation environnementale- ICPE
L'Agence régionale de santé et le Préfet de département au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement ayant été consultés.

Préambule.

L'avis de l'Autorité environnementale est un avis simple qui porte sur la qualité de l'étude d'impact produite et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Porté à la connaissance du public, il ne constitue pas une approbation du projet au sens des procédures d'autorisations préalables à la réalisation.

En application du décret n°2020-844, publié au JORF le 4 juillet 2020, relatif à l'autorité environnementale et à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, le présent avis est rendu par la MRAe.

En application de l'article L.1221 du code de l'environnement, l'avis de l'Autorité environnementale doit faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage, réponse qui doit être rendue publique par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L.123 2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123 19.

En application du L.122-1-1, la décision de l'autorité compétente précise les prescriptions que devra respecter le maître d'ouvrage ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine. En application du R.122-13, le bilan du suivi de la réalisation des prescriptions, mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences devront être transmis pour information à l'Autorité environnementale.

Le présent avis vaudra pour toutes les procédures d'autorisation conduites sur ce même projet sous réserve d'absence de modification de l'étude d'impact (article L. 122.1-1 III du code de l'environnement).

Cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 30 octobre 2020 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Didier BUREAU

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

I. Le projet et son contexte

I.1- Le projet et son environnement

Le présent avis de la MRAe porte sur la prolongation de l'autorisation d'exploiter et l'extension d'une carrière d'argiles située aux lieux-dits « Les Échalans » et « La Maison Neuve » sur la commune de Viennay, dans le département des Deux-Sèvres (79). Les argiles extraites à Viennay sont exclusivement destinées à la cimenterie d'Airvault située à environ 14 km au nord du site.

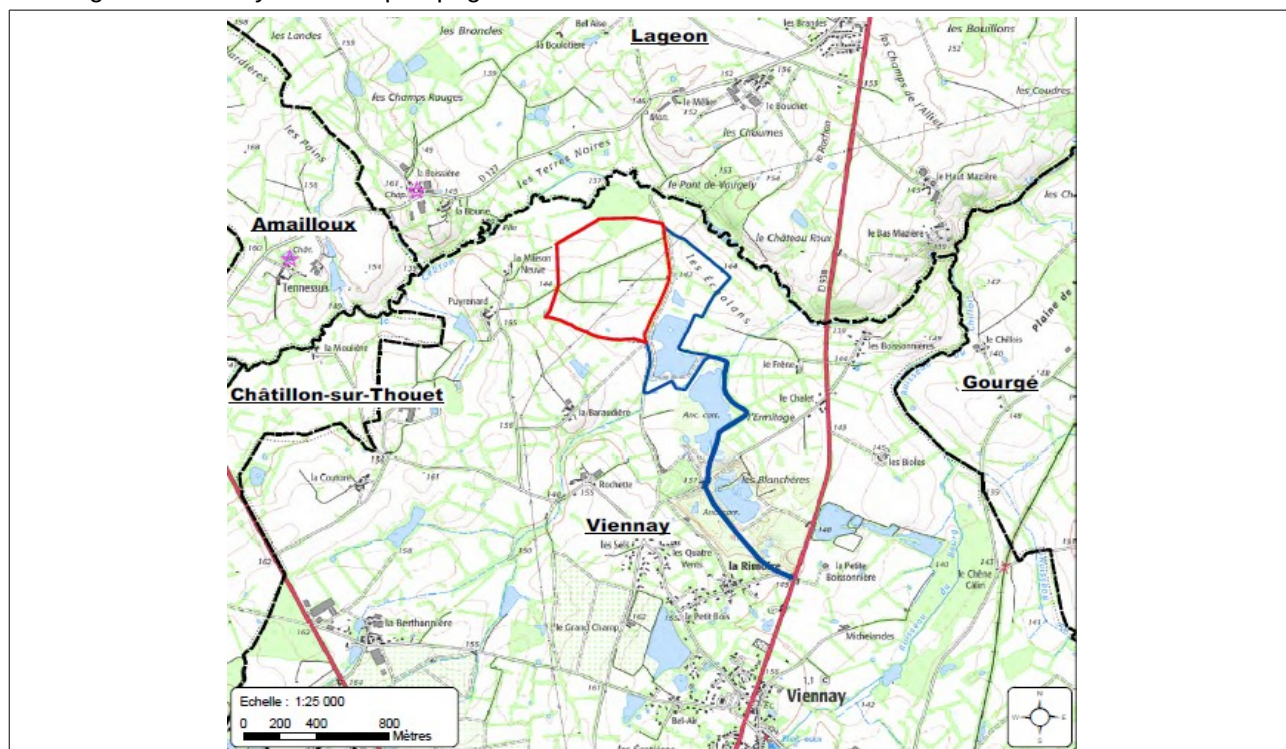
La carrière de Viennay est exploitée par la société Ciments Calcia depuis 2004 (arrêté préfectoral du 21 juillet 2004 modifié le 23 juin 2006 pour une réduction de la durée d'exploitation à la demande de l'exploitant). Le périmètre d'autorisation de la carrière couvre 58,91 ha, situés de part et d'autre du chemin des Marchands. Les terrains situés à l'est du chemin des Marchands ne sont plus exploités. La partie sud-est a été réaménagée en plan d'eau. La partie nord/est n'est plus exploitée en raison de l'absence de gisement. La zone d'extraction se concentre désormais sur la partie située à l'ouest du chemin des Marchands.

L'autorisation d'exploiter cette carrière arrivera à échéance le 22 juin 2021. Au vu des réserves estimées à environ deux millions de tonnes valorisables, la société Ciments Calcia souhaite renouveler son autorisation sur la partie ouest de la carrière actuelle pour une superficie de 37,7 ha. Le périmètre d'extraction actuel sera étendu au sein de l'emprise autorisée en renouvellement.

Afin de pérenniser l'activité de la cimenterie d'Airvault, qui utilise annuellement 100 000 tonnes d'argiles en moyenne pour la fabrication du ciment à partir des carrières situées à Airvault et à Viennay, la société Ciments Calcia souhaite augmenter les productions autorisées de cette dernière à 60 000 t/an en moyenne et 120 000 t/an au maximum, pour une production moyenne actuelle de 50 000 t/an et de 100 000 t/an maximale autorisée, afin de se laisser la possibilité de couvrir la totalité des besoins depuis cette seule carrière certaines années, suivant la qualité des argiles rencontrées.

La durée d'exploitation sollicitée est de 30 ans, incluant le réaménagement du site.

Le projet ne prévoit pas de construction sur le site, les activités se limiteront à l'extraction, au stockage et au transport des matériaux. Le site est déjà équipé d'un pont bascule, d'un bungalow de chantier, d'un groupe électrogène et d'un système de pompage.



NB : dans la légende ci-dessus il faut comprendre que la « zone d'étude » correspond en fait à la partie « Est » de la carrière sur laquelle l'exploitation est achevée.

Localisation du projet (source : résumé non technique p.16)

Aucun traitement de matériaux n'est réalisé sur le site. Les argiles extraites sont stockées temporairement sur le site, dans l'attente de leur acheminement vers l'usine d'Airvault.

En phase de fonctionnement, l'évolution de l'exploitation s'effectue en liaison avec le nouveau phasage dont la cartographie est reprise au II 2. L'exploitation comprendra 6 phases de 5 ans, et sera réalisée chaque année principalement en période estivale. La carrière sera exploitée par campagnes. Chaque campagne, d'une durée de 7 à 11 semaines comprendra une phase de préparation, une phase d'extraction, de remise en état ainsi qu'une phase de décapage pour préparer la campagne suivante.

Les travaux d'extraction se déroulent du lundi au vendredi, de 7h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00.

Les terrains exploités par la carrière sont remblayés progressivement jusqu'à la cote correspondant au terrain naturel initial (soit entre 138 et 145 m NGF selon les zones remblayées).

Dans le cadre du projet, le volume excavé total sera d'environ 1 725 000 m³. Le volume total des stériles foisonnés, stockés sur site et réutilisés, est d'environ 1 000 000 m³, d'où un volume nécessaire de matériaux inertes extérieurs de 700 000 m³, soit environ 120 000m³ par phase, pour compléter le remblaiement du site.

Le phasage des travaux de remblaiement est figuré sur les plans de phasage quinquennaux en pièce technique 6 du dossier. Les matériaux inertes extérieurs utilisés proviennent de la carrière de calcaire et de marne d'Airvault. .

L'emprise du projet non encore exploitée est occupée par une activité agricole (prairies et cultures), dont les parcelles sont délimitées par des haies. On note également la présence d'un petit bois au nord du site, partiellement compris dans l'emprise du projet mais non impacté par celui-ci.

Le projet se situe à proximité du captage d'eau destinée à l'alimentation en eau potable du Cébron, majoritairement au sein du périmètre de protection éloigné et pour partie au sein du périmètre de protection rapproché PPR3, tous deux soumis à des réglementations particulières.¹

Plusieurs habitations sont présentes dans un rayon d'un kilomètre autour du projet. Parmi les plus proches, on relève la présence des hameaux de « Maison Neuve » et de « Puyrenard » à 270 m à l'ouest, le hameau de « La Baraudière » à 380 m au sud, le hameau « Le Mêlier » à 640 m au nord et le hameau « Le Frêne » à 830 m à l'est.

L'emprise du projet est bordée sur sa partie est par le chemin des Marchands. Ce chemin est emprunté par les camions routiers transportant les argiles de la carrière vers la cimenterie d'Airvault afin de rejoindre une piste appartenant à la société Ciments Calcia desservant la carrière. Cette piste s'embranche sur la RD938, axe de circulation majeur du secteur, qui permet de rejoindre l'usine d'Airvault.



Accès au site, source étude d'impact p.187

1 Arrêté préfectoral du 31 mai 2016 modifié le 24 février 2017 portant déclaration d'utilité publique du captage .

I.2- Les Procédures

Ce projet est soumis à autorisation environnementale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE-rubrique 2980 de la nomenclature). La parcelle sollicitée pour l'extension n'est pas concernée par une autorisation de défrichement.

I.3- Les Enjeux

Le projet fait l'objet d'une étude d'impact en application des dispositions de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

Le présent avis porte sur les principaux enjeux environnementaux relevés :

- la préservation de la biodiversité et notamment des zones humides ;
- la prise en compte des enjeux liés au cadre de vie et à la santé humaine ;
- la remise en état des lieux ;
- la qualité de la démarche ERC².

II. Analyse de la qualité de l'étude d'impact

II-1 Présentation du dossier et accessibilité pour le public

Le dossier transmis à la MRAe comprend une étude d'impact et ses annexes, un résumé non technique (RNT), l'étude de danger requise par les textes régissant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et deux compléments en date du 8 avril 2020 et du 15 juin 2020 en réponse à deux demandes de compléments du service instructeur de l'autorisation du projet, portant respectivement sur la recherche des zones humides, le volet paysage et les mesures ERC. Le pétitionnaire précise dans ce dernier document les chapitres du dossier environnemental, qui à ce stade n'a pas été mis à jour.

La MRAe considère qu'il convient de mettre à jour avant l'enquête publique l'ensemble des documents du dossier, en particulier le résumé non technique et l'étude d'impact qui n'ont pas été actualisés à ce stade, suite aux compléments apportés.

Le contenu de l'étude d'impact intègre les éléments requis par les dispositions de l'article R 122-5 du code de l'environnement. Un tableau synthétique des impacts et des mesures « ERC » correspondantes est présenté en page 396 et suivantes, qui n'est pas repris dans le résumé non technique. Cela nuit à la compréhension du projet par le public, cette synthèse étant un élément essentiel à la bonne compréhension de la démarche d'évaluation environnementale conduite par le porteur du projet. Par ailleurs l'étude présentée ne s'appuie pas sur les retours d'expériences de la carrière actuelle et ne donne pas d'éléments sur l'étude d'impact ayant appuyé son autorisation en 2004.

La MRAe recommande de rendre-compte de la démarche ERC dans le résumé non technique et de valoriser les suivis environnementaux de la première période d'exploitation. Ce bilan qui couvre une période de 15 ans doit permettre d'analyser de manière plus pertinente chaque thématique et de conforter les mesures de réduction d'impacts et de remise en état du site. Il conviendra également de rappeler les principaux éléments de l'étude d'impact et des engagements qui ont appuyé la demande d'autorisation initiale.

II-2 Milieux physiques

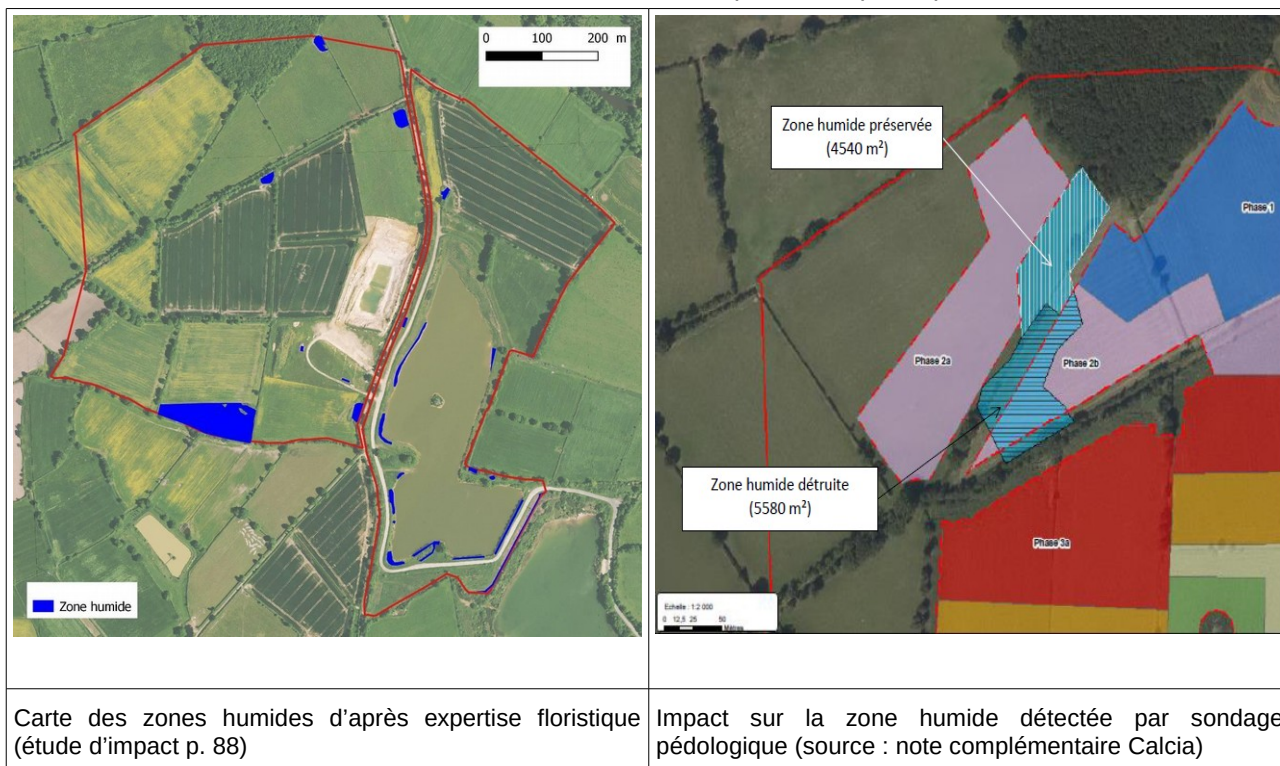
Le pompage préalable à chaque campagne d'exploitation, permettant d'évacuer les eaux accumulées dans le casier en cours d'extraction, peut avoir une incidence sur la piézométrie des terrains alentours. L'étude hydrogéologique a déterminé que le rayon d'influence du pompage d'assèchement s'étendrait au maximum sur environ 10 m autour de la fosse. Ainsi le pétitionnaire prévoit que l'exploitation soit réalisée à 10 m de toutes les zones humides détectées dans cette étude (mesure d'évitement E1.1).

Pour rappel, la caractérisation des zones humides doit être réalisée en application des nouvelles dispositions de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, modifié par la loi du 24 juillet 2019 renforçant la police de l'environnement. Cet article définit les zones humides comme « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les critères de détermination sont donc, de façon alternative, soit botaniques soit pédologiques.

2 Démarche d'évitement, de réduction et en dernier lieu de compensation des impacts du projet

Dans un premier temps, sur la base du critère botanique, quatre habitats décrits comme remarquables complétés de saulaies plantées sont considérés comme des zones humides (voir carte ci-dessous). En conséquence ces zones ont été évitées par le projet (voir mesure ME1.1).

Pour continuer sa recherche de zones humides, le porteur de projet s'est appuyé sur des sondages pédologiques réalisés les 11 et 13 septembre 2017, année particulièrement sèche, et en grande partie sur des parcelles cultivées et labourées dont le sol est fortement remanié sur les 25 premiers centimètres, ce dont il aurait fallu tenir compte dans l'analyse. Suite à ce défaut méthodologique, une analyse contradictoire avec la Direction Départementale des territoires des Deux-Sèvres a été réalisée le 28 mai 2020 sur 3 sondages pédologiques litigieux, qui a donné lieu à la réalisation de 21 nouveaux sondages en juin 2020 autour de deux de ces points litigieux. Ces derniers sondages ont abouti à la reconnaissance d'une zone humide d'environ 10 120 m² qui ne sera évitée que sur 4 540 m². Cet évitement n'est que partiel et entre en contradiction avec la définition de la mesure d'évitement E1.1 présentée par le pétitionnaire.



L'exploitant propose au titre de la compensation pour destruction de la zone humide :

- La création de trois nouvelles mares bocagères sur le site, en dehors de l'emprise d'extraction. Il est précisé par le maître d'ouvrage que la pérennité de ces mares sera assurée par des obligations inscrites dans le cahier des charges des baux contractés avec les exploitants agricoles. L'objectif de la création de ces nouvelles mares, d'une superficie comprise entre 300 et 500 m², est de consolider le réseau de mares bocagères existantes. Selon le dossier, ces nouvelles pièces d'eau à proximité de secteurs riches en refuges (boisement, haies bocagères) favoriseront la reproduction des amphibiens et profiteront à la faune vertébrée.
- La restauration d'une zone humide sur un terrain fortement dégradé par sa mise en culture au sud-ouest du site. Ce terrain, constitué par les parcelles n°70 et n°71 pp de la section A, couvre une superficie d'environ 15 190 m². Bien qu'en partie inclus dans le périmètre autorisé de la carrière, il est situé en dehors de la zone d'extraction.

Le porteur de projet ne donne aucun argument et ne fournit aucune analyse d'alternatives pour justifier du non évitement total des zones humides.

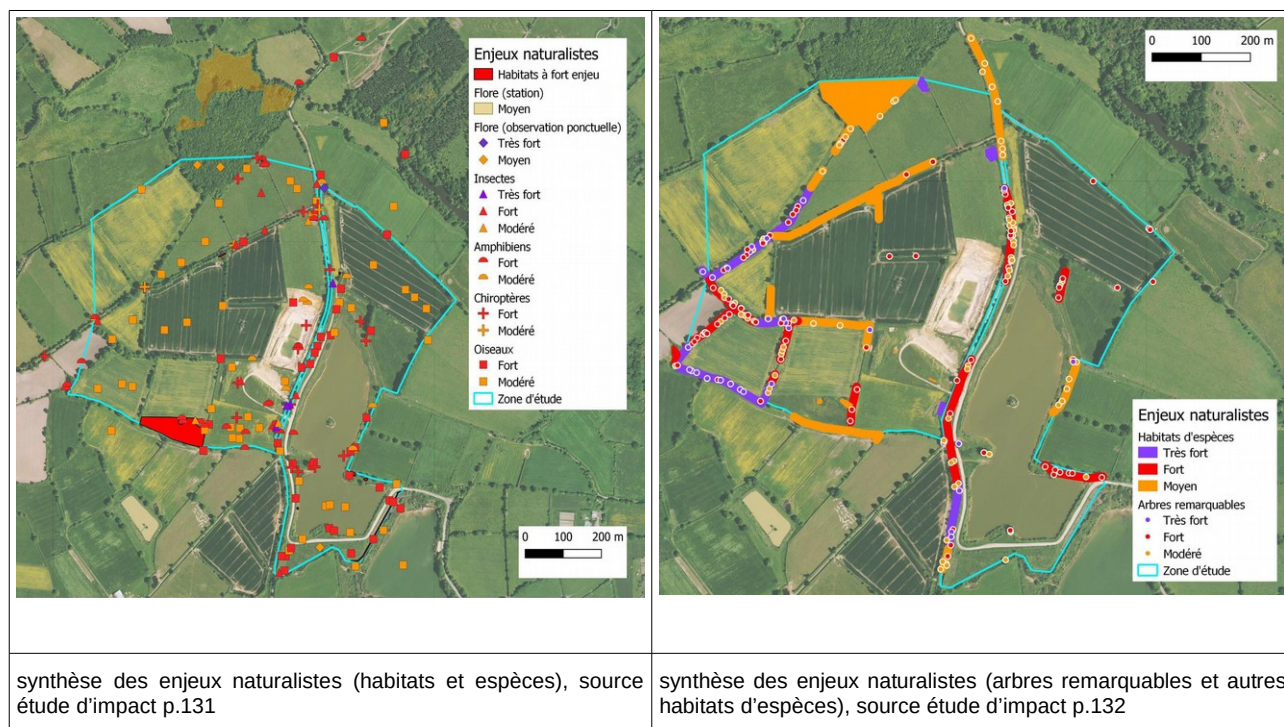
La MRAe recommande que le maître d'ouvrage examine des alternatives d'exploitation permettant un évitement plus complet des zones humides du site.

II-3 Milieux naturels, enjeux pour la biodiversité³

Le site n'intersecte aucun périmètre d'inventaire ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel.

La ZNIEFF de type 1 « Carrières de Viennay » se situe à environ 0,3 km au sud-est, et le site Natura 2000 le plus proche à environ 8 km au sud-ouest. Le projet est inscrit dans un milieu agricole bocager au parcellaire délimité par des haies. Il se situe au plus près à moins de 100 mètres au sud du Cébron.

Les investigations de terrain menées de juillet 2017 à juin 2018 (15 interventions) ont mis en évidence des enjeux forts, principalement localisés en bordure des parcelles agricoles au niveau des haies et des mares.



Concernant les habitats, les mares, les ruisseaux, les prairies à jonc acutiflore et une saulaie arbustive constituent des enjeux forts sur le site. On peut aussi noter la présence de corridors écologiques à fort enjeu (voir cartographie page 129 de l'étude d'impact). Ainsi, par l'intermédiaire des haies qui jalonnent la zone d'étude et constituent une niche écologique, les différentes parcelles sont plus ou moins directement reliées au boisement et à la vallée du Cébron. C'est notamment le cas des mares, dont la majorité jouxtent les haies.

Concernant la flore, parmi les espèces identifiées sur le site, une seule présente un enjeu important classé « très forte » : il s'agit de la Narcisse des poètes.

Concernant la faune, plusieurs espèces présentent un enjeu fort à très fort :

- pour les insectes : l'Anax napolitain, le Sympétrum de Fonscolombe, le Sphinx de l'épilobe, le Grand capricorne et le Lucarne cerf-volant ;
- pour les amphibiens : la Rainette verte ;
- pour les oiseaux : l'Alouette lulu, le Chardonneret élégant, la linotte mélodieuse, la Pie-grièche écorcheur, la Tourterelle des bois et le Verdier d'Europe ;
- pour les chiroptères : la Barbastelle d'Europe, le Murin de Daubenton et le Grand Rhinolophe.

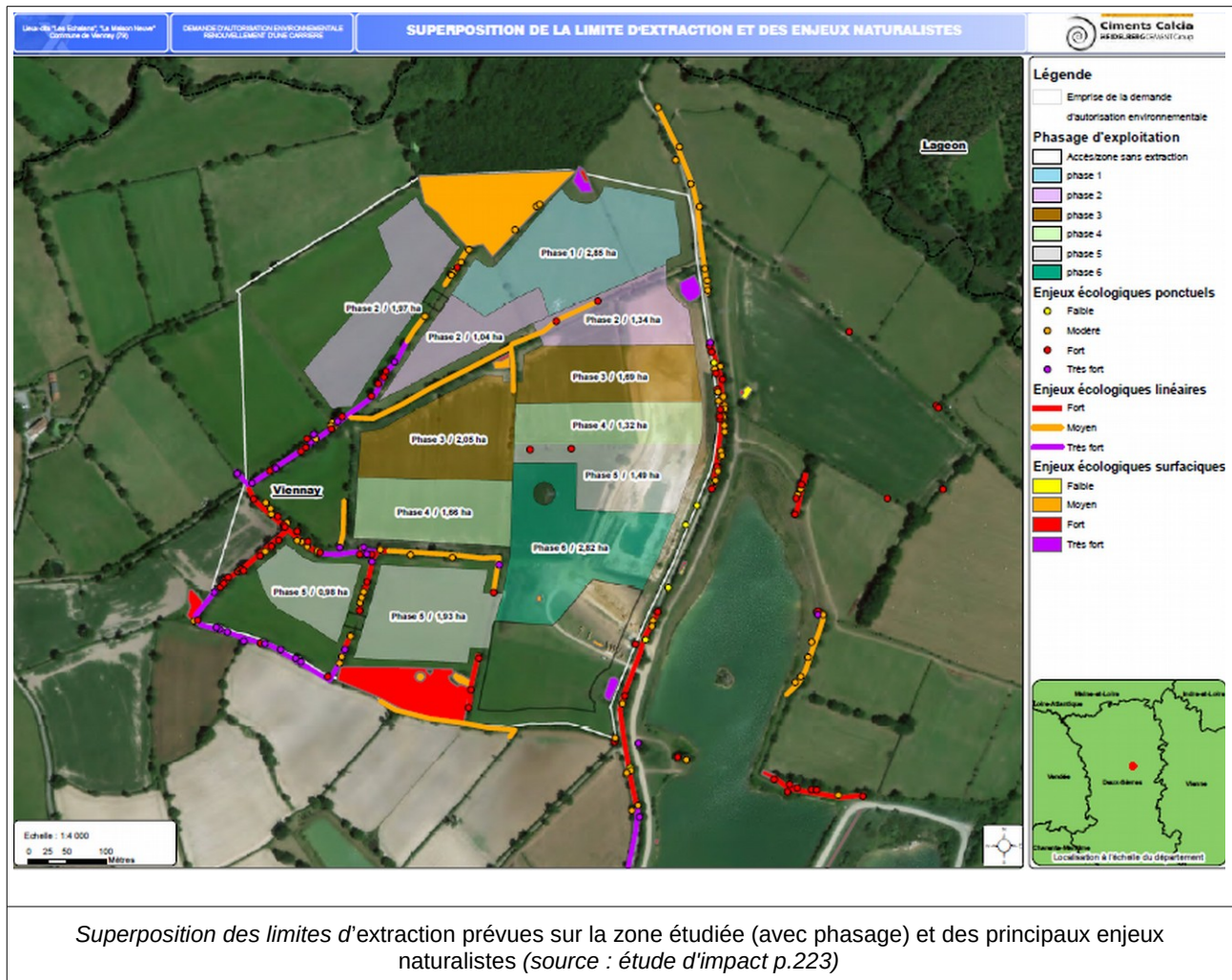
Le dossier intègre plusieurs mesures visant à éviter et réduire les impacts sur le milieu naturel. Parmi les plus marquantes on peut citer :

- E1.2 : évitement géographique des enjeux écologiques du site, les limites d'extraction ont été définies en fonction du gisement et des principaux enjeux naturalistes identifiés sur le site (voir cartographie en page 7 de cet avis) ;
- E1.3 : évitement temporel par la prise en compte du cycle biologique des espèces ;
- R2.11 : précautions visant les chiroptères lors des coupes d'arbres.

3 Pour en savoir plus sur les espèces citées : <https://inpn.mnhn.fr/accueil/index>

Un tableau de synthèse des risques encourus après application des mesures d'évitement de réduction et de compensation d'impact (voir page 305 de l'étude d'impact) précise que les impacts résiduels sont évalués comme « faibles » par le maître d'ouvrage.

Le pétitionnaire a également prévu une mesure d'accompagnement A.3 qui concerne le renforcement des corridors biologiques par l'entretien et le renforcement de haies (voir page 306 de l'étude d'impact).



II-4 Le milieu humain et paysage

Concernant le transport des matériaux, aucun impact brut notable n'a été retenu par le pétitionnaire alors qu'il est prévu un trafic poids lourd de 180 véhicules/jour sur environ 6 semaines par campagne annuelle si la production passe à 120 000 tonnes par an (production maximum) La MRAe relève que les trajets seront optimisés, les camions apportant à l'aller vers la carrière les matériaux de comblement provenant de la carrière d'Airvault accolée à la cimenterie. Le dossier précise également que les apports exogènes apportés directement à la carrière seront faibles (mais sont considérés comme non quantifiables à l'heure actuelle). Une comparaison avec la situation actuelle et un retour d'expérience seraient attendus.

La MRAe considère que l'évaluation des impacts du transport de matériaux n'est pas aboutie et devrait utilement être effectuée en référence aux conditions actuelles d'exploitation.

L'extraction en fosse et la nature des matériaux extraits sont peu propices aux envols de poussières. Les mesures d'évitement et de réduction (arrosage, limitation de vitesse, végétalisation...) devraient, selon le dossier, suffire pour limiter au maximum les envols potentiels.

Les résultats des mesures de bruit au niveau des zones à émergence réglementée sont conformes à la réglementation.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale recommande la mise en place de campagnes de mesures et de vérification des niveaux d'émergences sonores du parc en phase d'exploitation, et le

cas échéant de mesures à mettre en œuvre pour respecter les valeurs réglementaires.

Concernant les problématiques relatives à l'eau potable, les études hydrologiques (CPGF-Horizon étude 17-056/79 du 25 novembre 2019, chapitre 8-1-1-3) tendent à démontrer que les différents aspects, notamment le contrôle des rejets et l'appréhension des risques de pollution accidentelle sont effectivement pris en compte. **Compte tenu des effets possibles sur le périmètre de protection rapproché PPR3 par transfert vers le plan d'eau en particulier, la MRAe recommande une vigilance renforcée vis-à-vis des risques accidentels. De façon plus générale l'ensemble des dispositions de contrôle des effluents et de prévention des risques devra être soumis à des protocoles stricts et des modalités de surveillance et d'alerte efficaces durant toute la durée d'exploitation et de remise en état.**

II-5 Remise en état

L'étude ne précise pas ce que prévoyait la remise en état de la première exploitation. Par conséquent cette partie présente une analyse partielle, page 401 et suivantes de l'étude d'impact, pour laquelle la MRAe ne peut apprécier les réelles incidences. De plus, le plan (pièce technique 7) concernant la remise en état du site apparaît peu lisible pour le public.

Comme indiqué précédemment, l'exploitation de la zone d'extension est prévue en six phases de cinq ans. Lors de chaque phase un remblaiement progressif sera réalisé jusqu'à la cote initiale. En outre, des aménagements spécifiques (mise en œuvre de matériaux de très faible perméabilité) seront réalisés en aval des zones humides.

Les travaux de remise en état seront coordonnés à l'exploitation de la carrière, ce qui permettra de restituer progressivement ces terrains aux exploitants agricoles.

Le pétitionnaire précise que la mare créée durant l'exploitation de la carrière sera conservée et bénéficiera principalement aux amphibiens (en particulier la Rainette verte), ainsi qu'à l'ensemble de la faune du site. La MRAe souligne qu'aucune explication sur les bénéfices de cette mare n'apparaît dans cette étude et relève qu'aucun suivi environnemental n'est prévu pour constater des bénéfices qui restent à définir.

La MRAe relève que l'étude est insuffisante en ce qui concerne la présentation du plan de remise en état de la carrière actuelle et son adéquation avec la remise en état prévue initialement pour l'extension. L'étude d'impact devra être complétée sur ce point.

La MRAe considère de plus que le dossier d'extension devrait présenter les modalités de remise en état de la carrière en cours d'exploitation ainsi que les bilans des suivis environnementaux qui ont dû être réalisés depuis le début de l'exploitation.

La MRAe relève enfin qu'il n'est pas prévu de contrôle de qualité des matériaux inertes extérieurs au site avant remblaiement. Les risques de pollution induits et l'adéquation avec la remise en état envisagée (activité agricole) demandent à être évalués.

Enfin, il est rappelé les alertes soulignées précédemment concernant la prise en compte du captage d'eau potable du Cébron. Le bassin d'alimentation du Cébron a donné lieu à un programme important de mesures agro-environnementales dans le cadre du dispositif Re-source cité dans le dossier. L'impact sur l'agriculture du secteur et le devenir du site après exploitation sont dans ce cadre un point de vigilance particulier.

III. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission régionale d'Autorité environnementale

Le projet porte sur le renouvellement et l'extension d'une carrière d'argiles sur la commune de Viennay dans le département des Deux-Sèvres. Il affecte environ 38 hectares de terrains majoritairement agricoles.

L'étude d'impact est étayée par des schémas et tableaux et aborde l'ensemble des enjeux liés au projet et à son environnement.

Les compléments apportés en cours d'instruction mériteront d'être complètement intégrés dans un dossier actualisé.

Le projet est justifié par la continuité de l'exploitation du site et par la proximité des installations actuelles de traitement et d'acheminement des matériaux sur le site d'Airvault, situé à quelques kilomètres.

Le projet aboutit à des impacts avérés sur une zone humide d'environ 0,5 ha, dont la compensation prévue par le pétitionnaire n'est pas aboutie. La question reste donc posée d'une poursuite de la démarche d'évitement-réduction d'impact. La MRAe considère que l'évitement de cette zone humide mérite d'être approfondie dans le cadre d'une poursuite de l'analyse et d'une argumentation plus développée.

Une vigilance particulière est recommandée concernant la protection du captage d'eau potable du Cébron.

Enfin, la présentation du projet de remise en état du site demande à être complétée.

De façon plus générale, la présentation dans le dossier des mesures « ERC » prévues initialement et de leur bilan est attendue.

La MRAe fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis.

À Bordeaux, le 30 octobre 2020,

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
Le membre délégué

Signé

Didier Bureau